

## **RAPPORT DE MISSION MULTISECTORIELLE D'ÉVALUATION DE LA SITUATION DANS LES ZONES SOUS ETAT D'URGENCE -Région de Tillabery-**

(Départements de Téra, Bankilaré, Gothèye Say et Torodi)  
14 et 15 Février 2019

### **Partie 1 : Justification, Organisation et Résultats Clés de la mission**

#### **1. CONTEXTE GENERAL**

Depuis plusieurs années et en dépit d'une forte présence des forces de défense et de sécurité (FDS) dans la zone, la situation sécuritaire reste toujours délétère et marquée par des attaques répétées le long du périmètre des trois frontières Mali-Burkina-Niger.

Au départ, beaucoup plus circonscrite dans la zone frontalière avec le Mali, cette situation exacerbée par les tensions intercommunautaires s'est étendue le long de la frontière Niger-Burkina Faso.

Face à cette situation, l'Etat du Niger a dans un premier temps instauré depuis le 3 mars 2017, l'état d'urgence dans sept (7) départements des régions de Tillabery (5) et de Tahoua (2), tous frontaliers avec le Mali.

Pour la région de Tillabery, l'état d'urgence instauré dès mars 2017 dans cinq départements (Ouallam, Banibangou, Abala, Ayorou et Bankilaré), a été régulièrement et systématiquement reconduit uniquement dans cette partie de la région. Mais la dégradation de la situation dans la bande frontalière avec le Burkina a induit son extension à partir de novembre 2018, à cinq (5) nouveaux départements (Say, Torodi, Tera, Tillabery et Gotheye).

L'état d'urgence a occasionné l'instauration de plusieurs mesures de restriction de mouvements et de suspension de certaines activités économiques avec des impacts réels sur la situation humanitaire des populations des zones concernées.

En outre, avec cette dégradation de la situation sécuritaire, des incidents contre la population civile sont aussi de plus en plus rapportés, mais très peu d'informations sont disponibles sur les questions humanitaires.

Ainsi, le Groupe de Coordination Inter-Clusters (ICCG) a lors de sa réunion du 25 janvier 2019, recommandé qu'une mission conjointe et multisectorielle d'évaluation rapide de la situation humanitaire dans quatre des cinq nouveaux départements concernés (Téra, Gothèye, Torodi et Say) et le département de Bankilaré, soit conduite au plus tôt.

#### **Objectifs de la mission :**

L'objectif principal de la mission est de procéder à une évaluation rapide de la situation humanitaire dans la zone et disposer des données fiables sur les conséquences de l'insécurité et des mesures d'état d'urgence sur la population et sur l'accès humanitaire.

De manière spécifique, il s'est agi pour les représentants de l'Etat et les acteurs humanitaires participant à la mission de :

- Avoir un aperçu sur les conséquences directes des mesures liées à l'application de l'état d'urgence sur le fonctionnement des marchés, les structures de santé, les écoles et les préoccupations liées à la protection des populations
- Identifier les besoins urgents des populations et faire des recommandations pour un meilleur accès aux populations dans le besoin.

#### **2. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DE LA MISSION**

- Placée sous la facilitation et la coordination globale de OCHA et du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes (MAH/GC), cette mission d'évaluation conjointe multisectorielle a vu la participation d'une trentaine d'acteurs humanitaires désignés par leurs clusters et groupes respectifs et constitués des agences SNU (OCHA, PAM, OMS, UNICEF, FAO, UNHCR, UNDSS), des ONGs (ACTED,

CONCERN, IAS, COOPI, HELP), des structures étatiques (MAH/GC, MSP, MEP, SAP/DNPGCA) et des représentants des bailleurs de fonds(ECHO).

- Cette participation des acteurs a été organisée autour des clusters et groupes techniques sécurité alimentaire, santé, nutrition, Eau-hygiène et Assainissement, protection, éducation, Abris et bien non alimentaires, et accès et mouvement de populations.
- La mission organisée sur deux axes (**Axe A** : Gothèye-Dargol-Téra-Bankilaré ; et **Axe B** : Say-Tamou-Torodi-Makalondi), s'est déroulée du 14 au 15 février 2019.
- La coordination sécuritaire a été assurée par l'UNDSS et la mission s'est déroulée sous "**le principe CMCoord de sécurisation de zones**" grâce à l'appui du G5 Sahel (Axe1) et de la force SAKI II (Axe2).
- Pour l'organisation logistique, la mission a bénéficié de l'appui de 4 véhicules par AXE (**Axe A** : UNDSS, CONCERN, FAO, UNICEF ; **Axe B** : ECHO, OCHA, MAH/GC, UNICEF).

Il faut noter que pour disposer des informations nécessaires à son analyse, la mission a eu plusieurs rencontres avec les autorités administratives, techniques, coutumières et religieuses, a effectué des visites des infrastructures socio-économiques (sanitaires, scolaires etc.) et organisé des focus groups avec des femmes, des enfants/jeunes et des hommes.

### 3. RESUME DES RESULTATS DE LA MISSION

#### 3.1. Analyse du contexte

- Contexte sécuritaire préoccupant avec des attaques répétées des groupes armés non étatiques (GANE) le long de la frontière Burkina-Niger, mais accalmie relative depuis l'instauration de l'état d'urgence.
- Menaces sur les populations civiles de certaines zones, pour les dissuader de payer les impôts et pour les pousser à retirer leurs enfants de l'école (particulièrement dans le département de Gotheye)
- Menaces verbales sur les personnels enseignants (Torodi et Makalondi)
- Attaques des positions FDS avec plusieurs morts, incendies des infrastructures publiques, sentiment de peur empêchant les services techniques à être régulièrement sur le terrain et à fournir aux populations les services de base dont elles ont besoin
- Psychose généralisée d'insécurité chez les populations des zones frontalières
- Réticence de plus en plus remarquée des partenaires humanitaires à intervenir dans la zone
- Tentative d'uniformisation des mesures d'application de l'état d'urgence par arrêté du gouvernement de Tillabery N° 012/GT du 08 février 2019, mais rejeté et amendé pour la ville de Tillabery, dans sa partie horaire du couvre-feu pour la circulation à pied, à moto et en véhicule, suite à une marche de protestation organisée par la population de cette ville.
- Dispositif sécuritaire jugé insuffisant par les populations et en instance de renforcement avec un projet d'installation d'un bataillon militaire dans la zone (Téra)
- Renforcement de la coordination des FDS dans tous les départements concernés à travers l'appui des opérations G5 sahel et Saki II, et les patrouilles mixtes départementales et communales
- Sentiment de non implication/consultation des populations dans l'application des mesures d'état d'urgence (Say, Makalondi et Torodi)
- Non application des mesures d'état d'urgence dans certaines localités (Tamou)
- Aucun mouvement de population de grande ampleur et dû au contexte d'insécurité n'a été constaté sur les deux axes (à Boni-commune de Makalondi- et dans 5 villages de Torodi, quelques mouvements seraient constatés mais l'on ignore la destination des populations déplacées)
- Toutefois, l'exode rural prend plus d'ampleur que d'habitude à cause des mesures de l'état d'urgence qui affectent les activités des populations (Say, Torodi)
- En outre et pour l'instant, aucun mouvement de population en provenance du Burkina n'a été enregistré mais le risque reste réel.
- Dispositions prises par les autorités (HACP) avec l'appui des partenaires (PNUD, OIM) pour préparer les autorités locales et les populations à faire face à tout mouvement éventuel de population (atelier de formation pour un plan de contingence mouvement de population avec des exercices pratiques)

- Existence des lignes vertes pour des appels en cas d'urgence aux heures du couvre-feu mais non connues par la majeure partie de la population

**Il faut préciser ici que le fait que cette mission ait été relativement précoce au regard de la date d'instauration de l'état d'urgence dans la plupart des localités visitées (Novembre et décembre 2018 pour les départements de Say, Torodi, Gothèye et Téra) fait que l'impact des mesures d'état d'urgence sur les populations n'est pas encore très perceptible.**

### 3.2. Principaux défis et risques humanitaires

#### 1. *Avant les mesures de l'état d'urgence :*

- Insécurité et accès difficile à certaines zones/populations vulnérables
- Problèmes structurels d'accès à l'eau potable des populations, de scolarisation des jeunes filles
- Déficits agro-pastoraux chroniques avec une insécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle des ménages vulnérables.
- Prévalences de la malnutrition supérieures au seuil d'alerte : 12.0% pour la MAG et 2,7% pour la MAS (Résultats SMART 2018)
- Manque d'infrastructures d'hydraulique pastorale (Bankilaré)
- Forte proportion des mariages d'enfants (zone de Makalondi, Tamou)

#### 2. *Après les mesures de l'état d'urgence*

- Restriction des mouvements entravant les activités socio-économiques et culturelles (réduction des horaires d'animation des marchés, difficultés d'approvisionnement des marchés, difficultés de recouvrement des taxes et impôts pour les collectivités, baisse de production des sous-produits animaux etc...)
- Restriction des mouvements (tracasseries pour les transporteurs, circulation taxi-moto etc...)
- Difficultés d'accès aux services sociaux de base (activités des services techniques, soin de santé, éducation, approvisionnement en eau potable etc...)
- Désœuvrement des jeunes, développement du banditisme
- Déforestation (coupe abusive des arbres)
- Risque de dégradation de la situation alimentaire des ménages, de surpâturage et de propagation des épizooties

### 3.2. Recommandations Principales

1. Renforcer la sécurité et faciliter les mouvements de populations
2. Accompagner l'Etat dans la mise en œuvre d'actions d'atténuation des conséquences de l'état d'urgence
3. Assurer un monitoring régulier des besoins humanitaires (particulièrement la protection des populations)
4. Mener une bonne campagne de sensibilisation et d'information des populations sur la portée des mesures d'état d'urgence
5. Faciliter l'accès et le maintien des élèves à l'école (réouverture des écoles fermées, relocalisation des élèves, ouvertures des cantines scolaires, actions de sensibilisation etc...)
6. Déploiement des acteurs humanitaires dans la zone avec offre de services appropriés
7. Sécurisation des zones avec une meilleure coordination civilo-militaire facilitant l'accès aux populations vulnérables
8. Mettre en place dans les zones difficile d'accès, un dispositif qui garantisse la mise en œuvre effective des activités prévues dans le plan de soutien de l'Etat
9. Faciliter l'accès aux soins des populations

10. Poursuivre dans les zones non encore couvertes, les actions de veille humanitaire pour mieux préparer les communautés à une alerte précoce et répondre à d'éventuels chocs en cas de nécessité
11. Plaider auprès du gouvernement afin que le déploiement des forces de défense et de sécurité soit accompagné de points d'eau dédiés afin de limiter les pressions sur les infrastructures, déjà insuffisantes, utilisées par les communautés
12. Envisager des études sectorielles approfondies pour mieux cerner les effets des mesures d'état d'urgence et identifier les mesures d'adaptation à mettre en place pour mieux assurer le fonctionnement des services.

## **Partie 2 : Constats, Problèmes Majeurs, Besoins humanitaires et Recommandations**

### **AXE.A.: Bankilaré-Téra-Dargol-Gotey**

Situé dans la partie Nord-ouest de la région de Tillabery, cet axe partage une vaste frontière avec le nord-est du Burkina Faso, théâtre de fréquentes attaques des groupes armés non étatiques depuis la fin de l'année 2018.

Cette zone est encadrée au nord par le Mali, à l'ouest par le Burkina Faso et au sud par le PARC de W.

La zone est peuplée principalement par trois ethnies (les Songhaïs, les peuls et les Touaregs) qui cohabitent jusqu'à pacifiquement avec une économie principalement basée sur l'agriculture, l'élevage et le commerce. Cette dernière activité est très pratiquée à travers de petits marchés approvisionnés à partir de Niamey, du Burkina, du Mali et du Nigeria.

### **A.I. PROBLEMES MAJEURS RELEVES ET DIFFICULTES RENCONTREES**

#### **Protection :**

- ✓ Un fort sentiment de crainte chez les populations des localités frontalières avec le Burkina-Faso (menaces, insécurité, interception par les coupeurs de route)
- ✓ Impact de l'état d'urgence sur le transport (les localités moins accessibles), la réduction du temps d'approvisionnement, baisse des revenus des ménages, scolarisation des enfants, accès aux soins de santé (la nuit), l'organisation de groupes d'exercices pour les élèves en classes d'examen etc.
- ✓ Partage des points d'eau communautaires avec les FDS,
- ✓ Difficulté de transhumance avec risque d'attaque et de rançonnement des éleveurs le long de la frontière avec le Burkina
- ✓ Excès de vitesse chez les conducteurs du transport en commun afin de pouvoir respecter les horaires de l'état d'urgence
- ✓ Travail des enfants sur les sites aurifères avec exposition aux produits nocifs, tendance à la consommation de la drogue et abandon de la fréquentation scolaire
- ✓ Risques d'exposition des femmes, enfants et personnes âgées quand les véhicules de transport en commun doivent s'arrêter et dormir en pleine brousse pour respecter les horaires de l'état d'urgence
- ✓ Risques d'enrôlement des enfants si l'activité des sites aurifère (qui les procure des revenus) venait à être interrompue du fait d'attaque sur ces sites par les groupes armés non étatiques
- ✓ Réduction de la capacité des collectivités à offrir les services de base aux communautés du fait de l'interdiction faite aux chefs des villages par les GANEs, de percevoir des impôts dans certaines localités
- ✓ Système de protection faible : capacité de répondre aux besoins des Directions Départementales de la Protection très réduite en termes de ressources humaines et de moyens financier et logistiques

#### **Sécurité Alimentaire :**

- ✓ Production agropastorale structurellement déficitaire (Bankilaré, Gothey et de Téra)
- ✓ Forte dépendance des marchés pour l'accès aux aliments dans un contexte de restriction de mouvements
- ✓ Réduction des horaires d'animations des marchés limitant la fréquentation de certains acteurs (particulièrement les fournisseurs de vivres et les principaux acheteurs du bétail) ;
- ✓ Ebranchement des ligneux fourragers (Balanites, Federbia Albida, Acacia nilotica, Acacia radiana) par certains éleveurs qui profitent de l'absence des agents des eaux et forêts le soir, pour alimenter leurs animaux
- ✓ Dessiccation des pâturages et baisse de leur valeur nutritive même en cas de disponibilité d'où un début d'émaciation généralisée des animaux (particulièrement des bovins dans la zone de Bankilaré)

**Eau, Hygiène et Assainissement :**

- ✓ L'accès à l'eau potable est en deçà de la moyenne régionale (51.28%) dans l'ensemble des départements et les populations sont de fois obligées de partager leurs points avec les FDS (Bankilaré avec G5 sahel et futur bataillon militaire de 500 hommes dans la zone de Tera)
- ✓ Ensablement de la retenue d'eau et des activités maraichères menaçant la retenue au niveau du département de Tera
- ✓ Réduction du temps d'approvisionnement en eau des populations ( mesures d'état d'urgence la nuit)
- ✓ Réticence des partenaires à aller dans la zone malgré les importants besoins, du fait d'insécurité
- ✓ Prolifération des pratiques de défécation à l'air libre et au pied du mur dû à l'absence de latrines et à l'impossibilité de sortir à certaines heures

**Santé :**

- ✓ Baisse des prestations de santé dans toutes les zones sous-état d'urgence due à la psychose d'insécurité (les malades hésitent à se rendre dans les Formation sanitaires surtout s'ils sont loin des centres santé)
- ✓ Certaines cases de santé ne sont pas fonctionnelles par manque d'agents dans les villages concernés (4 cases de santé non fonctionnelles)
- ✓ Perturbation des activités mobiles dans 34 villages d'accès difficile (zone Bankilaré)
- ✓ Système de référence et de contre référence fortement handicapé (seules les ambulances sont autorisées à transporter les malades)
- ✓ Des cas fréquents d'accouchements à domicile (surtout la nuit)
- ✓ Risque de rupture chronique de médicaments dans les formations sanitaires isolées et à risque sécuritaire

**Nutrition :**

- ✓ Les populations éloignées/villages reculés ont de manière générale un faible accès aux services de prise en charge nutritionnelle (distances élevées des CSI)
- ✓ Insuffisance de personnel formés / qualifiés à la prestation de services nutritionnels (essentiellement à Bankilaré)
- ✓ Des communautés ont parfois rapporté avoir des difficultés d'alimenter les enfants de moins de deux ans (Certains parents notamment à Bankilaré)
- ✓ Difficultés d'acheminement des intrants nutritionnels vers certains CSI (Bankilaré, Dargole, Goteye)
- ✓ Insuffisance dans le système de référence des enfants malnutris aigus sévères avec complications médicales des CSI vers l'hôpital de district (surtout à Téra, Bankilaré)
- ✓ Faible fréquentation au CRENI dans la plupart des hôpitaux de districts sanitaires.
- ✓ A noter que ces défis ne sont pas nécessairement strictement liés aux conséquences de l'instauration de mesures état d'urgences et sont d'ordre structurels et rencontrés sur la plupart du territoire national.

**Education :**

- ✓ Attaques des écoles par des GANes (5 écoles Goteye)
- ✓ Fermeture de certaines écoles du fait d'insécurité (Goteye)
- ✓ Difficultés de supervision et encadrement des enseignants
- ✓ Absence des partenaires

**ABNA :**

- ✓ La zone est à vocation pastorale avec un type d'habitat spécifique

**Sécurité/accès et dispositif d'alerte**

- ✓ Quoique relativement calme, la situation sécuritaire reste volatile dans toute la zone
- ✓ Les mesures d'état d'urgence diversement appliquées dans chacun des 3 départements visités ont des impacts limités sur les populations de la zone.

- ✓ Toutefois, malgré ces mesures, on assiste à une montée de psychose généralisée liée à l'insécurité dans toute la zone ;
- ✓ Même si on note la présence des forces du G5 sahel dans la zone, on assiste à un retrait progressif des partenaires intervenant dans la zone pour des raisons sécuritaires ;

## A. II. BESOINS HUMANITAIRES IDENTIFIES :

### Protection

- ✓ Nécessité de cerner l'ampleur des déplacements des populations nomades (peuhles et Touaregs) des localités de Mandaw-sifa ; Mandaw traditionnel, Tchawa suite à la fermeture des écoles incendiées par les GANES (données statistiques) ;
- ✓ Identification des problèmes liés à la protection de l'enfant (travail des enfants dans les mines sur plusieurs sites aurifères dans la commune de Dargole) ;
- ✓ Disposer des canaux viables d'alerte sur les préoccupations de protection

### Sécurité alimentaire

- ✓ Renforcer la capacité des services technique à pouvoir suivre les zones vulnérables et apporter l'assistance requise
- ✓ Assister les populations vulnérables et les écoles à cantines en vivres et en aliments pour le bétail
- ✓ Assurer une prise en charge appropriée des maladies animales déjà déclarées dans certaines zones insécures (Clavelée, charbon, Fièvre Aphteuse, gourme asine et équine),

### Eau, hygiène et assainissement

- ✓ Trouver une solution à la co-utilisation des points d'eau entre les communautés et les Forces de défense et de sécurité (G5 sahel à Bankilaré)
- ✓ Assurer un meilleur maillage en point d'eau pastoraux dans les zones de disponibilité du pâturage, en relation avec le secteur sécurité alimentaire
- ✓ Assainir les villes et les périphéries et réduire les déjections à l'air libre

### Santé

- ✓ Assurer l'approvisionnement régulier des centres de santé des zones isolées sous EU
- ✓ Prise en charge appropriée des malades dont l'accès aux centres de santé est difficile
- ✓ Assurer des primes de stimulation pour encourager le personnel de santé à rester dans la zone
- ✓ Renforcer le système de référence/contre-référence dans les zones sous EU
- ✓ Mener une campagne de vaccination de rattrapage du MenA dans les 5 CSI d'accès difficile

### Nutrition

- ✓ Amélioration de l'accès aux services de prise en charge nutritionnelle au niveau des CSI surtout ceux des aires de santé les plus reculées
- ✓ Formation/sensibilisation à la promotion de la nutrition à base communautaire
- ✓ Renforcement de la gestion de la chaine d'approvisionnement en intrants nutritionnels (y compris l'appui à l'acheminement des intrants nutritionnels du district sanitaire vers les CSI.
- ✓ Renforcement du système de référence des enfants malnutris aigu sévères avec complications médicales des CSI vers les DS

**Abris et biens non alimentaires : RAS****Education**

- ✓ Ouvertures de cantines scolaires dans certaines zones
- ✓ Sécurisation des enseignants
- ✓ Appui en matériels didactiques
- ✓ Réouverture ou relocalisation des élèves pour les écoles fermées

**A.III. RECOMMANDATIONS PAR SECTEUR, RESPONSABLE SUIVI et ECHEANCE**

Secteurs	Recommandations	Responsables	Echéance
Protection	Plaidoyer pour le renforcement de la sécurité dans les localités jugées dangereuses par les membres de la communauté	CIMCoord	ASAP
	Intensifier les activités du monitoring de protection dans les départements de Téra, Gotheye et Bankilare	HCR/ANTD	ASAP
	Programme de communication (sensibilisation) des enfants et des jeunes pour adresser les pratiques néfastes pour la protection des enfants et adolescents notamment sur la consommation des stupéfiants, le travail des enfants dans les mines et le mariage des enfants)	Direction Régionale de la Protection des enfants	Plan de Travail 2019
	Mettre en place un programme de Prévention précoce des risques de protection : séparation familiale en cas de déplacement massif, enrôlement des enfants par les groupes armés, les violences abus et exploitation	Membres Sous cluster Protection	ASAP
Sécurité alimentaire	Entreprendre dans toute la zone une campagne de vaccination et de déparasitage des animaux		
	Positionner partout où possible, des stocks de vivres et aliments bétails à travers l'ouverture des BC et des BAB		
	Organiser avant toute détérioration de l'accès, les opérations de distribution gratuite ciblée ou de vente à prix modérés des céréales et des aliments bétails dans les zones isolées (privilégier si possible, le cash transfert inconditionnel)		
EHA	Lancer un programme ATPC à Bankilaré pour mettre fin à la défécation à l'air libre	DRHA Tillabery/Cluster WASH	
	Renforcer le parc de points d'eau modernes (PEM) à Bankilaré en attendant l'aboutissement du projet de l'AFD ;	DRHA Tillabery/Cluster WASH	



	Prévoir un PEA dédié aux militaires à Bankilaré en vue de séparer la consommation des populations à celle des militaires	MAH en relation avec la haute autorité à la consolidation de la paix et le gouvernement	
	Plaider pour un programme de désensablement et d'élargissement de la retenue d'eau de Téra	MAH en relation avec les Ministères en charge de l'hydraulique et de l'assainissement	
Santé	Appuyer la DI, pour entreprendre au plus tôt, une campagne de vaccination de rattrapage contre le MenA dans tous les CSI d'accès limité		
	Organiser des cliniques mobiles le long de la frontière avec le Burkina pour apporter les soins essentiels aux communautés		
Nutrition	Renforcement de la gestion de la chaîne d'approvisionnement des intrants nutritionnels	DS, DRSP, Unicef,	
	Intensification du dépistage et référencement depuis le nouveau communautaires vers les CSI.	DS, ONG	
	Affectation/Mise à disposition des agents de santé qualifiés pour la prise en charge de la malnutrition	MSP, ONG	
	Renforcement/Appui au système de référence des CSI vers l'hôpital du district	Autorités locales, ONG	
Abris & NFI			
Education	Organisation d'une réunion pour recadrer le regroupement des écoles	Groupe de travail Education Tillabéri	
	Formation sur l'APS/CDRR au niveau de certaines écoles de Gotheye, Dargol et Bankilare		Mars
	Plaider pour une réouverture des 4 écoles de Gotheye pour permettre à tous les enfants d'aller à l'école	Cluster Education	Fin Mars
Sécurité/Accès Dispositif alerte			

#### A. IV. Actions prioritaires

Département	Besoins prioritaires de la communauté
Bankilare	Besoin supplémentaire en eau potable/Wash vu la présence des éléments G5 sahel, en médicament/santé et aliment pour les vulnérables/sécurité alimentaire
Téra et Bankilaré	Besoin structurant en eau/Wash ; besoin en vivre pour appui aux écoles/cantines scolaires ; Besoin en médicaments thérapeutiques et intrants nutritionnels.
Dargol	Assistance en vivre pour les localités déficitaires/sécurité alimentaire ; Appui en médicament en faveur des femmes et enfants vulnérables/Santé
Tous départements	Conduire des campagnes de sensibilisation des communautés sur les mesures d'état d'urgence, la coexistence pacifique, le danger de l'insécurité et sur la nécessité de collaborer avec les FDS
Toutes localités	Lancer un programme ATPC pour mettre fin à la défécation à l'air libre dans toutes les localités

sous état d'urgence	concernées par l'état d'urgence
Bankilaré	Envisager au plus tôt, un PEA pour les militaires en vue de séparer la consommation des populations à celle des militaires
Toute la zone frontalière avec le Burkina	Organiser des cliniques mobiles le long de la frontière avec le Burkina pour assurer les soins essentiels aux communautés

## AXE. B: Say-Tamou-Makalondi-Torodi

Situé dans la partie Sud-ouest de la région de Tillabery, cette zone partage environ 50 km de frontière avec l'est du Burkina Faso, théâtre de fréquentes attaques des groupes armés non étatiques depuis la fin de l'année 2018. Cette zone est limitée à l'ouest par le Burkina Faso et au sud par le PARC de W. Elle fait frontière avec le département de Gotheye au nord.

La zone est peuplée principalement par trois ethnies (les Zarma, les peuls et les Gourmantché) qui cohabitent jusque-là pacifiquement avec une économie principalement basée sur l'agriculture, l'élevage et le commerce.

### I. PROBLEMES MAJEURS RELEVES ET DIFFICULTES RENCONTREES

#### Protection

- Psychose généralisée au sein des populations ;
- Développement du phénomène des enfants de rue à Say ;
- Risques d'enlèvement d'enfants au cours de la conduite des troupeaux au pâturage ;
- Tentatives de viol sur des filles et même des cas de viol sur des personnes âgées (une vieille femme à Tamou)
- Exode massif des bras valides ;
- Défécation à l'air libre du fait de l'absence des latrines familiales et de difficultés pour les populations de partir en brousse pendant les heures de couvre-feu.
- Menace des membres des comités de vigilance par les éléments des GANE ;
- Phénomène structurel de mariage d'enfants qui est très fréquent (Makalondi et Torodi)

#### Sécurité alimentaire

- Plusieurs villages déficitaires (81 sur 106 à Torodi, 56 villages sur 151 à Say) ;
- Déficit fourrager à Torodi (13446 TMS)
- La déforestation à travers la coupe abusive du bois de chauffe dans la zone affectée par l'insécurité car les agents des services de l'environnement n'arrivent pas à se rendre dans ces zones en raison de l'insécurité ;
- Limitation du temps d'animation des marchés hebdomadaires au niveau des villages de la commune en raison des mesures d'état d'urgence ;
- Occupations des zones de pâturage et pressions démographiques des animaux du nord sur les ressources (pâturage et eau) ;
- Maladies des animaux et limitation d'accès des services de l'élevage dans la zone frontalière pour la vaccination des animaux ;
- Risque de perturbation du système d'approvisionnement des marchés en céréales
- Risque de dégradation de la sécurité alimentaire des ménages et de hausse des prix des céréales
- Existence d'une épidémie de gourme affectant les ânes, moyens de transport alternatif aux motos,
- Activités génératrices de revenus affaiblies à cause de restriction des mouvements des personnes et de l'utilisation des motos à une certaine heure.

### Eau, hygiène et assainissement

- Dans la commune de Tamou, les ressources en eau composées de 76 puits cimentés, de 108 forages équipés de pompes à motricité humaine dont 51 en panne et de 4 mini AEP sont insuffisants pour couvrir les besoins 96 922 personnes.
- Dans la commune de Say, la situation est similaire à celle de Tamou (données détaillées non disponibles)
- Faiblesse du mécanisme permettant une bonne pratique d'hygiène dans les quatre (4) communes visitées ;
- Manque de latrines dans la plupart des habitations favorisant ainsi la défécation à l'air libre dans les quatre (4) communes visitées ;
- 

### Santé

- Difficulté d'accès aux services de santé : Difficultés d'accès centres de santé pendant les horaires de couvre-feu (restriction des motos, et même des piétons à certaines heures ; Lenteur observée dans le circuit d'évacuation sanitaire d'urgence des patients avec les ambulances durant les heures de restriction de circulation -au moins 3 heures de temps) ;
- Insuffisance dans l'offre de soins : Insuffisance d'appui approprié dans le domaine de la nutrition pour la plupart des villages hors rayon 0-5 km des centres de santé ; Rupture fréquente des intrants de prise en charge au niveau des formations sanitaires ; Perturbation et limitation des sorties foraines et mobiles (69 villages couverts avant l'état d'urgence contre une trentaine à Makolondi) ;
- La quasi-totalité des indicateurs sanitaires sont en baisse (Notamment, baisse des taux de fréquentation, de couvertures vaccinales, et d'accouchements assistés), depuis la prise des mesures de l'état d'urgence, probablement liées à la difficulté d'accès des populations aux services de santé) ;
- Menaces verbales sur les agents de santé à Makalondi.

### Nutrition

- Insuffisance d'appui approprié dans le domaine de la nutrition pour la plupart des villages hors rayon 0-5 km des centres de santé ;
- Insuffisance de la qualité de la prise en charge de la malnutrition (Rupture d'intrants nutritionnels et des médicaments du traitement systématique, Insuffisance des matériels anthropométrique et Insuffisance de suivi de la situation nutritionnelle via le dépistage des cas.
- Fin du seul projet accompagnant le district sanitaire sur la pris en charge de la malnutrition (Torodi et Say)
- Insuffisance de la promotion de l'ANJE
- Augmentation des cas MAS pris en charge après la mise en place des mesures sécuritaires
- Agents non formés sur la PCIMA au niveau du CRENI
- Insuffisance de personnel formés / qualifiés à la prestation de services nutritionnels (Torodi)

### Abris et biens non alimentaires RAS

### Education

- CEG de Bossey Bangou avec 300 élèves fermé suite à l'incendie des deux salles de classes par les GANE (165 élèves déscolarisés, 101 transférés à Torodi et ailleurs et 34 en classe d'examen prise en charge à Torodi par une bonne volonté).

- 8 écoles fermées pour manque d'enseignants dans la commune de Tamou, leur relocalisation prévue est toujours attendue ;
- Problèmes de fréquentation scolaire à Say ;
- Réticence des enseignants à rejoindre leurs postes dans les zones d'insécurité
- Enseignants non formés au système de classes multigrades ;
- 2 écoles incendiées par les GANE à Makalondi
- 14 écoles fermées pour cause d'insécurité dans l'inspection de l'enseignement primaire de Makalondi ;
- Forte proportion des classes en paillottes dans le département de Say ;
- Un total de 17 écoles qui restent encore fermées dans la commune de Torodi ;

### **Sécurité/accès et dispositif d'alerte**

- Application des mesures d'état d'urgence dans la plupart des localités à travers l'interdiction de circulation des motos et des voitures de 21h à 6 h du matin et de 23 h à 6h pour les piétons sauf dans la commune de Tamou où ces mesures n'ont pas été encore accompagnées de modalités claires d'application.
- Position géographique et l'absence d'un maillage adapté en FDS fait de la commune de Tamou une zone à haut risque sécuritaire ;
- Retrait progressif des partenaires intervenant dans la zone en raison des incidents sécuritaires (poses de EEI, enlèvements, attaques des FDS.....) à Torodi ;
- Présence dans le parc W des groupes armés non étatiques ;

## **B. II. BESOINS HUMANITAIRES IDENTIFIES**

### **Protection**

- Adapter les mesures d'état d'urgence de nature à prendre en compte les préoccupations liées à la protection ;
- Sensibiliser et informer les populations à l'application des mesures de l'état d'urgence ;
- Protection des filles/femmes contre les abus sexuels ;
- Accompagner les services compétents à prendre des mesures contre le mariage d'enfants qui risque de s'aggraver avec la crise
- Assurer la prise en charge psychosociale des enfants

### **Sécurité alimentaire**

- Activer la Vente à Prix modéré de céréale (anticipée)
- Initier des Distributions conditionnelles et inconditionnelle de vivres ou cash dans les villages déficitaires
- Initier des distributions de semence d'urgence
- Mettre en place un stock de contingence aliments bétail

### **Eau, hygiène et assainissement**

- Améliorer l'accès à l'eau potable en réhabilitants les PMH en pannes, en optimisant la mini AEP en faisant des extensions et en la transformant à un système mixte (solaire et thermique)

- . Réaliser des latrines publiques et faire des sensibilisations sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement
- . Améliorer le système de communication, passer plus d'information au niveau de la communauté afin que tous soient au même niveau d'information qui sont à jours sur la situation sécuritaire

### **Santé**

- Renforcer la capacité des services sanitaires en véhicule 4X4 pour leur permettre de mener les activités foraines afin de pallier aux contraintes des mesures de l'état d'urgence ;
- Mettre en place un système acceptable aussi bien par la population que les autorités locales et militaires afin de faciliter l'accès aux soins, des références / contre références et ainsi que des stratégies pour réduire les délais d'accès rapide en situation d'urgence ;
- Renforcer les capacités de prise en charge des structures par la mise en place d'un système d'approvisionnement adéquat des structures en intrants à partir des chefs de lieu de districts
- Renforcer la flotte inter structures de santé dans le cadre de la surveillance épidémiologique
- Prendre de mesures pour sécuriser les structures de santé.

### **Nutrition**

- Améliorer la qualité de la pris en charge à travers le renforcement des supervisions régulières par le DS en avec un accent plus rapproché au niveau de la zone de Tamou)
- Accroître la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant
- Former les agents de santé sur la PCIMA via le suivi in situ des autorités sanitaires
- Suivre la situation nutritionnelle des enfants à travers le renforcement des mécanismes de dépistages passifs et lors des activités foraines
- Déployer des équipes mobiles afin de mieux assurer les services préventifs, curatifs et promotionnels dans les zones n'ayant pas accès aux soins de santé,
- Approvisionner les structures de santé en intrants nutritionnels et médicaments du traitement systématique en fonction du besoin.

### **Education**

- Prendre des dispositions pour la réouverture des écoles fermées dans les communes de Torodi, et de Makalondi
- Accélérer le processus de relocalisation des 8 écoles fermées pour manque d'enseignants dans la commune de Tamou ;
- Identifier et inscrire des 165 élèves des niveaux 6eme à la 4eme du collège de Bossey Bangou qui reste toujours fermé et dont les élèves sont déscolarisés
- Former les enseignants des écoles affectées en APS et gestion des classes multigrades
- Appuyer les écoles affectées de Say, Tamou, Torodi et Makalondi en matériels adéquats
- Attribuer des primes de motivation aux enseignants des écoles de la bande frontalière avec le Burkina Faso
- Sécuriser les écoles contre les attaques.

### **Sécurité/Accès et dispositif d'alerte**

- D'un point de vue humanitaire pour l'instant, les communes de Tamou et de Say n'ont pas encore été touchées par les incidents sécuritaires mais sont sous menaces (surtout, la commune de Tamou de par sa position géographique)
- Les autres communes (Torodi et Makalondi) sont les plus touchées

### B.III. RECOMMANDATIONS PAR SECTEUR, RESPONSABLE SUIVI et ECHEANCE

Secteurs	Recommandations	Responsables	Echéance
Protection			
	Renforcer les capacités services techniques dans la zone afin qu'ils puissent collecter et documenter les cas de viol, de mariage d'enfants		
Sécurité alimentaire	Activer la Vente à Prix modéré de céréale (anticipée)		
	Initier des Distribution conditionnelle et inconditionnelle de vivres ou cash dans les villages déficitaires		
	Initier des distributions de semence d'urgence		
	Mettre en place un stock de contingence aliments bétail		
	Stock de contingence aliments bétail		
EHA			
	Réaliser des latrines publiques et faire des sensibilisations sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement		
	Promouvoir l'assainissement total piloté par les communautés dans cette zone		
	Améliorer l'accès à l'eau potable en réhabilitant les PMH en pannes, en optimisant la mini AEP en faisant des extensions et en la transformant à un système mixte (solaire et thermique)		
Santé	Renforcer la capacité des services sanitaires en véhicule 4X4 pour leur permettre de mener les activités		
	Mettre en place un système acceptable aussi bien par la population que les autorités locales et militaires afin de faciliter l'accès aux soins, des références / contre références et ainsi que des stratégies pour réduire les délais d'accès rapide en situation d'urgence ;		
	Renforcer les capacités de prise en charge des structures par la mise en place d'un système d'approvisionnement adéquat des structures en intrants à partir des chefs de lieu de districts		

	Renforcer la flotte inter structures de santé dans le cadre de la surveillance épidémiologique		
	Prendre de mesures pour sécuriser les structures de santé		
Nutrition	Renforcement de la gestion de la chaîne d'approvisionnement des intrants nutritionnels	DS, DRSP, Unicef,	
	Intensification du dépistage et référencement depuis le nouveau communautaires vers les CSI.	DS, ONG	
	Affectation/Mise à disposition des agents de santé qualifiés pour la prise en charge de la malnutrition	MSP, ONG	
	Renforcement/Appui au système de référence des CSI vers l'hôpital du district	Autorités locales , ONG	
Education	Soutenir la mise en place de modèles de système d'école à cantine comme solution possible.	Etat et cluster éducation	ASAP
	Sensibiliser les parents d'élèves pour les amener à accepter que leurs enfants fréquentent les écoles dans les 5 km de rayon dans la commune		
	Mettre en place un centre de regroupement des élèves et enseignants		
	Bonification des enseignants pour les motiver à servir dans la zone		
	Appliquer la déclaration d'Oslo sur la protection des écoles contre les attaques		
	Former les enseignants à l'APS et à la réduction des risques (CDRR)		
Sécurité/Accès Dispositif alerte			
	Plaider en faveur d'un allègement des mesures de l'état d'urgence		

#### A. IV. Actions prioritaires

Département	Besoins prioritaires de la communauté
Toutes localités sous état d'urgence	Besoin supplémentaire en eau potable/Wash vu la présence des éléments G5 sahel, en médicament/santé et aliment pour les vulnérables/sécurité alimentaire
Toutes localités sous état d'urgence	Besoin structurant en eau/Wash ; besoin en vivre pour appui aux écoles/cantines scolaires ; Besoin en médicaments thérapeutiques et intrants nutritionnels.
Toutes localités sous état d'urgence	Assistance en vivre pour les localités déficitaires/sécurité alimentaire ; Appui en médicament en faveur des femmes et enfants vulnérables/Santé
Tous départements	Conduire des campagnes de sensibilisation des communautés sur les mesures d'état d'urgence, la coexistence pacifique, le danger de l'insécurité et sur la nécessité de collaborer avec les FDS
Toutes localités sous état	Lancer un programme ATPC pour mettre fin à la défécation à l'air libre dans toutes les localités concernées par l'état d'urgence

d'urgence	
Toute la zone frontalière avec le Burkina	Organiser des cliniques mobiles le long de la frontière avec le Burkina pour assurer les soins essentiels aux communautés

### Conclusion Générale

D'un point de vue humanitaire au regard de ce qui précède on peut dire pour l'instant, que la situation humanitaire en lien avec les mesures d'état d'urgence, reste relativement calme dans la zone frontalière Niger Burkina Faso.

En effet, aucun mouvement significatif de population lié à des conflits communautaires ou à l'insécurité, n'a été signalé dans la zone frontalière Niger Burkina Faso.

Cependant, avec l'activisme des groupes armés non étatiques dans la zone, des besoins essentiels sont identifiés dans certains secteurs (dont entre autres, les questions de protection, de fréquentation des structures sanitaires et scolaires, d'approvisionnement en eau des populations et accès des ménages aux aliments de base).

Toutefois, au regard du caractère précoce de cette évaluation par rapport à l'application des mesures de l'état d'urgence dans la plupart des localités visitées et même si la zone reste fragile et vulnérable d'un point de vue sécuritaire et en raison de sa localisation géographique, ces impacts sont limités.

C'est pourquoi, les mesures de surveillance, de veille active et de préparation et mitigation des risques doivent être prises ou poursuivies afin de mieux se préparer à toute dégradation de la situation pour apporter une réponse rapide en cas de nécessité.

### Partie 3 : ANNEXES

#### Annexe 1. Rapports sectoriels par Axe ([insérer le lien](#))

#### Annexe 2. Principaux contacts Opérationnels

AXE Bankilaré-Tera-Dargol-Gothèye				
No	Noms	Organisation	Fonction	Coordonnées
<b>Bankilaré</b>				
1.	Barmini Kaboyé	Préfecture	Préfet	96225295/84039370
2.	Ibrahim Konguizé	Préfecture	Sécretaire Général	96282300/84148825
3.	Harouna Moncé	Direction Dept Agriculture	Directeur	99805895
4.	Daouada Bongjéré	Direction Dep Hydraulique	Directeur	96051325
5.	Talibi Hamadou. S	Direction de la population	Directeur	96512559 talibiamadou39@gmail.com
6.	Hamissou Inoussa	Direction Dept Elevage	Directeur	99474367
<b>Tera</b>				
1.	Halidou Hamadou	Préfecture	Préfet du département	96368882
2.	Amadou Hama	Préfecture	Sécretaire Général	98664300
3.	Diollo Moussa	Direction Dept Agriculture	Directeur	98467624m-diallo63@live.com
4.	Barham Ali	Direction Dep Hydraulique	Directeur	96277788 abrahamali@yahoo.fr
5.	Talibi Hamadou. S	Direction de la population	Directeur	96512559 talibiamadou39@gmail.com
6.	Dr Issa Oumarou	District Sanitaire	MCD	96288237 iobahy@yahoo.fr



7.	Samma seyni	Direction Plan	Directeur	96276445. seynisamma@yahoo.fr
8.	Sadou A. Yambé	Direction Ens Sup	Directeur	96500323 sadouyambe@gmail.com
<b>Dargol</b>				
1.	Aoudi Younoussi	Mairie	Maire	96507552
2.	Chaibou Kadji	Inspection Primaire	Inspecteur	96417888
<b>Goteye</b>				
1.	Moussa M.Djibo	Préfecture	Préfet du département	96229715
2.	Adamou Guemou	Préfecture	Secrétaire Général	96406955
3	Amadou Idrissa	Génie Rural	Directeur	96494476 aidissayamba@yahoo.fr
4	Doulaye Ousseini	Directeur Enseignement Prim	Directeur	96579376
5	Abdoulkader Oumarou	Environnement	DDE	96591238 kader.beno@yahoo.fr
6.	Hachimou Issa	Direction Dept Agriculture	Agent	96885912. achobagobiri@gmail.com
7.	Yacoudima Mai Moussa	Direction Dep Hydraulique	Directeur	96993079 maimoussa2yac5@gmail.com
8.	Harouna Bello	District Sanitaire	CSE	96290953 harouna.bello@yahoo.fr
9.	Abdoul Wahabou Salifou	Direction Plan	Directeur	96460826. seynisamma@yahoo.fr
10	Ousmane Moumouni issifi	Direction Ens Sup	Directeur	96295735n ddesgotheye@gmail.com

<b>AXE Say-Tamou-Makalondi-Torodi</b>				
No	Noms	Organisation	Fonction	Coordonnées
<b>SAY</b>				
	Mme Amidou Harouna Fatouma	Préfecture	SG	96985181
	Moussa Sounna	IECP	IEB/Say2/DDEP	9715 97 96
	Moussa Hamidou	DD Elevage	Directeur	89 57 26 41
	Ali Touré Adamou	Direction Départementale Agriculture	Directeur	97 45 93 55
	Dr Almany Timbo Bibata	District sanitaire	DS	98514242
	DR Bibata Timbo	District Sanitaire de SAY	Médecin Chef de District (MCD)	90269086 <a href="mailto:bibatatimbo56@gmail.com">bibatatimbo56@gmail.com</a> ,
<b>TAMOU</b>				
	Mohamed Boubacar Roufaye	CES Tamou	Provisur CES Tamou	95044802
	Yacouba Ousmane Diallo	Mairie	Maire	96983486
	Mme Kader Libabatou	CSI	Chef CSI	99 72 42 62
	Abass Moustapha	Education		96 22 79 19
	Amadou Illa Djimaraou	Agriculture		????????
	Oumarou Dari	Elevage		??????
	Lt Oumarou Hima	Environnement		????????
<b>TORODI</b>				
	DR Mamoudou Mossi	District Sanitaire de	Médecin Chef de District	96529960

			(MCD)	<a href="mailto:mamoudoumossi@yahoo.fr">mamoudoumossi@yahoo.fr</a> ;
	Mahamane Abou	Prefecture	Prefet	96 96 21 83/93939183
	Mahamane Ibrahim Hamidou	DDE/SU/DD	DDE	96 88 66 04
	Idrissa Gamatché	DDA	DDA	97 59 40 94
	Ibrahima Djibo	Mairie	Maire	96 27 62 23
	Ali Amadou	DDES	Directeur	96 53 44 63
<b>MAKALONDI</b>				
	Ali Yacouba	Inspection Enseignement Primaire Makalondi	Chef de personnel	89313239 / 95221444
	Tiémogo Zakari	Mairie	SG	96 65 94 28
	Tankari Mayaki Abdelkader	Environnement	Chef service	96 74 20 28
	Dr Moussa Rahanatou	Santé/CSI	Chef CSI	96562300

**Annexe 3** : Arrêté du 9 février et synthèse des mesures d'application par département ([insérer le lien](#))

**Annexe 4** : Photos prises lors de la mission ([insérer le lien](#))